

Commentaires de Cogent Communications sur le projet de décision relative à la mise en place d'une collecte trimestrielle d'informations sur les conditions techniques et tarifaires d'interconnexion et d'acheminement de données

Cogent souhaite tout d'abord remarquer qu'à sa connaissance, la collecte d'informations envisagée dans le projet de décision soumis à consultation n'a pas d'antécédent au niveau européen, voire mondial. Cogent salue l'initiative de l'ARCEP et adhère aux objectifs qu'elle poursuit.

Néanmoins Cogent s'interroge sur l'approche que poursuivront en la matière d'autres autorités réglementaires nationales en Europe. En l'absence de plus d'informations, il semblerait souhaitable de mettre en œuvre la collecte des informations visées par le projet de décision de l'ARCEP lorsque ses modalités auront été harmonisées au niveau européen, notamment en accord avec les autres autorités réglementaires nationales et la Commission.

Cette remarque est motivée par la nature essentiellement internationale des données collectées et par l'effort important que représente la mise en œuvre de leur collecte.

En effet, comme l'a correctement analysé l'ARCEP, même si la collecte d'informations envisagée « *porte spécifiquement sur les conditions d'interconnexion et d'acheminement de données susceptibles d'avoir un effet sur le territoire français* », la nature même de l'Internet impose, afin d'atteindre l'objectif visé, une observation des flux au-delà du territoire national, en fait au niveau mondial. L'ARCEP a justement répondu à cet état de fait en incluant dans le champ de collecte d'informations envisagé « *les données concernant chaque accord individuel [...] en termes de capacité globale [...] (tous sites et points confondus)* », selon les modalités décrites dans le projet de décision.

Les informations ainsi collectées ayant un caractère supranational, elles seront nécessairement également collectées par d'autres autorités réglementaires nationales en Europe. Si celles-ci étaient amenées à définir des modalités de collecte d'informations différentes de celles définies par l'ARCEP, il pourrait en résulter des difficultés (ou une impossibilité) de recoupement et d'analyse au niveau européen, voire une apparente incohérence des données. Ceci ne semble ni souhaitable ni efficace.

En outre, l'effort de mise en œuvre initiale de la collecte d'informations au format souhaité est important en termes d'adaptation des systèmes d'informations des contributeurs. Pour tout opérateur ou FSCPL opérant dans plusieurs d'Europe, cet effort se trouverait décuplé si d'autres autorités réglementaires nationales décidaient de modalités de collecte différentes, ainsi que le serait l'effort de production régulier des données.

A tout le moins, il nous semble particulièrement important que, si l'ARCEP devait adopter le projet de décision soumis à consultation, elle mette en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour s'assurer que les autres autorités réglementaires nationales en Europe adoptent des modalités de collecte d'informations identiques.

Cogent adhère aux modalités présentées mais souhaite apporter quelques commentaires sur la nature des informations demandées.

L'ARCEP mentionne en annexe au projet de décision les AS marqués « FR » ou « EU » dans la base de données du RIPE. Cogent suggère que soient inclus seuls les AS marqués « EU » exerçant une activité significative en France, au sens de l'objectif formulé par l'ARCEP : « *qui sont établis en France ou dont une part significative de l'activité a un impact sur les utilisateurs finals situés en France.* » En effet, il existe, principalement pour des raisons historiques, de nombreux AS marqués « EU » dans la base de données du RIPE dont l'activité est située hors de France. Il ne semble dès-lors pas opportun de les inclure dans le champ d'application de la décision de l'ARCEP.

Par ailleurs, la méthode de mesure de flux habituellement employée dans le secteur et proposée par l'ARCEP (95^{ème} centile) prévoit dans son algorithme de ne retenir, pour chaque intervalle de temps considéré, que l'échantillon de trafic correspondant au sens de flux le plus élevé. Les mesures de flux au 95^{ème} centile prennent donc déjà en compte le sens du flux et correspondent à une valeur unique, qui sert notamment de base de facturation dans le cadre d'un accord payant.

Or l'ARCEP demande une valeur de flux au 95^{ème} centile par sens de trafic. D'une part, ces valeurs ne sont pas toujours disponibles dans les systèmes d'information des opérateurs. D'autre part, il ne sera pas nécessairement possible de déterminer la valeur de référence de facturation à partir de ces deux valeurs. Dans la majorité des cas, il s'agira de la valeur la plus élevée des deux, mais lorsque le sens du flux prédominant varie en cours de période, la valeur de référence de facturation pourra être différente de ces deux valeurs.

Cogent suggère donc, par souci de simplicité et pour être en mesure de compléter le tableau, de ne retenir que la valeur de référence au 95^{ème} centile unique commune au secteur, ou à défaut d'ajouter au tableau une colonne correspondante à cette dernière et de permettre aux contributeurs de ne remplir que celle-ci si les valeurs par sens ne sont pas disponibles.

L'ARCEP demande ensuite les données concernant « chaque accord individuel » d'un AS avec ses partenaires. Ce niveau de détail est effectivement souhaitable, mais compte tenu de l'algorithme au 95^{ème} centile proposé, ces données individuelles ne permettent pas nécessairement d'évaluer une relation entre deux AS dans sa globalité.

En effet, la somme des flux individuels au 95^{ème} centile sur chaque point d'interconnexion (calcul que l'ARCEP pourrait être amenée à effectuer sur la base des informations dont elle disposerait) n'est pas nécessairement égale au flux total agrégé au 95^{ème} centile sur l'ensemble des points d'interconnexion. Cette différence est d'autant plus importante que les courbes de trafic sont différentes, notamment compte tenu :

- des variations horaires des flux, qui interviennent notamment lorsque les points d'interconnexion sont situés dans des fuseaux horaires différents. Selon que les pics et creux des courbes de trafic des points d'interconnexion considérés sont « en phase », c'est-à-dire survenant à la même heure de la journée, ou en « opposition de phase », les résultats peuvent varier très significativement, la somme individuelle additionnant des flux qui n'ont pas lieu de l'être ;

- du sens des flux (entrant ou sortant), qui peut être différent selon la localisation des points d'interconnexion. Ainsi les flux seraient additionnés lors d'un calcul de la valeur de référence au 95^{ème} centile telle qu'employée habituellement dans l'industrie (valeur unique), alors qu'aggrégés il ne le seraient pas.
- Et de manière plus générale de la forme des courbes de trafic, notamment de leur amplitude respective, en raison des effets d'écrêtage.

L'algorithme du 95^{ème} centile ne prenant en compte qu'un échantillon par intervalle de temps, la mesure agrégée retiendra la somme des échantillons de cet intervalle de temps (et uniquement celui correspondant au sens le plus élevé pour le calcul de la valeur unique commune au secteur), puis ne conservera que la valeur écrêtée. Les résultats agrégés sont ainsi fortement dépendants des courbes de trafic et ceci se vérifie en pratique de manière très significative.

Le flux total agrégé sur tous les points d'interconnexion pouvant être un facteur important dans le cadre d'une relation entre AS, et les données prévues par l'ARCEP dans le projet de décision ne permettant pas de le calculer, Cogent suggère d'ajouter au tableau, pour tout AS partenaire avec lequel un AS a plus d'un accord individuel, une ligne correspondant à la capacité totale pour l'AS partenaire et le flux agrégé sur tous les accords individuels avec l'AS partenaire.

L'ARCEP requiert également « la capacité globale et les flux (entrants/sortants) globaux d'interconnexion ou d'acheminement de données ». Il pourrait être utile de demander aux contributeurs de ventiler ces éléments globaux par type de relation (1:E, E:1, 1:n, n:1, et 1:1).

En conclusion, Cogent souhaite souligner le caractère extrêmement sensible et confidentiel des données que l'ARCEP sera amenée à collecter. A cet égard, Cogent se permet d'inciter respectueusement l'ARCEP à veiller à leur plus stricte confidentialité, dans le respect du cadre réglementaire qu'elle a exposé au chapitre VI. du projet de décision.

Cogent souhaite enfin remercier l'ARCEP de l'attention qu'elle portera à ses observations.